



**PRÉFET  
DE LA MANCHE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Normandie**

Unité bidépartementale Calvados Manche  
1 rue Recteur Daure  
CS 6004  
14000 Caen

Caen, le 20/10/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **MONT BLANC**

2 rue du Capitaine Rex Combs  
Chef du pont  
50480 Sainte-Mère-Église

Références : 2025-548  
Code AIOT : 0005302864

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/10/2025 dans l'établissement MONT BLANC implanté 2 rue du Capitaine Rex Combs Chef du pont 50480 Sainte-Mère-Église. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MONT BLANC
- 2 rue du Capitaine Rex Combs Chef du pont 50480 Sainte-Mère-Église
- Code AIOT : 0005302864
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Mont Blanc exploite à Sainte-Mère-Église une usine de crèmes dessert et de yaourts en gourde.

**Thèmes de l'inspection :**

- Risque incendie

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 1.4.	Demande d'action corrective	3 mois
4	Matières dangereuses et chimiquement incompatibles	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 8	Demande d'action corrective	3 mois
9	Détection incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 12	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
10	Effets thermiques sur les tiers (A et Enr)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII	Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Documents administratifs	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 1.2	Sans objet
2	Situation administrative au titre des ICPE	Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 511-9 et son annexe, rubrique 1510	Sans objet
5	Conditions de stockage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 9	Sans objet
6	Interdictions de stockage de certains liquides inflammables	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 9	Sans objet
7	Interdictions de stockage de certains liquides inflammables	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 9	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
8	Règles d'implantation	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 2 III	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le délai imparti pour la visite n'a pas permis de réaliser un contrôle exhaustif des dispositions relatives à la rubrique n°1510 de la nomenclature des ICPE. Une grande part de la visite a été consacrée à la découverte de l'usine et de son fonctionnement. Aussi, pour les mêmes raisons, l'inspection des installations classées n'a pas eu le temps nécessaire pour consulter certains documents qui aurait permis de statuer sur plusieurs points de contrôle. L'exploitant devra donc adresser à l'inspection des installations classées les justificatifs demandés dans les fiches de constat.

La visite a permis néanmoins de confirmer que la société Mont-Blanc relève bien du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 1510 et que ses installations sont soumises aux annexes VI-1, VII et VIII de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts. Pour autant, la configuration des installations du site est assez éloignée des entrepôts logistiques classiques ciblés par l'arrêté ministériel suscité. En effet, le site Mont-Blanc est d'abord une usine de fabrication à laquelle est adossé un entrepôt de produits finis et d'emballages de taille modeste. L'absence de recoupement complet entre les espaces de production et les espaces de stockage conduisent à devoir prendre en considération les bâtiments de production pour l'application de la réglementation, ce qui constitue un facteur pénalisant.

La visite a permis aussi de mettre en évidence quelques écarts concernant l'état des stocks, le stockage des arômes (liquides inflammables de catégorie 3) situé à l'étage. Toutefois, si l'exploitant en fait la demande et sous réserve de mesures compensatoires, il pourrait être envisagé que le Préfet adapte certaines dispositions de l'arrêté ministériel suscité.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Documents administratifs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, éléments utiles pour la situation administrative de l'établissement
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une copie de la demande de déclaration, d'enregistrement ou d'autorisation et du dossier qui l'accompagne ;</li> <li>- ce dossier tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ;</li> <li>- l'étude de flux thermique prévue au point 2 pour les installations soumises à déclaration, le cas échéant ;</li> <li>- la preuve de dépôt de déclaration ou l'arrêté d'enregistrement ou d'autorisation délivré par le préfet ainsi que tout autre arrêté préfectoral relatif à l'installation ;</li> <li>- les différents documents prévus par le présent arrêté.</li> </ul> <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et, pour les installations soumises à déclaration, de l'organisme chargé du contrôle périodique.</p>

Les éléments des rapports de visites de risques qui portent sur les constats et sur les recommandations issues de l'analyse des risques menée par l'assureur dans l'installation sont également tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
<p><b>Constats :</b></p> <p>Une visite de l'assureur a été réalisée le 25 mars 2025. Le rapport a été présenté brièvement lors de la visite. L'inspection des installations classées retient entre autres que des améliorations sur les systèmes d'extinction automatiques d'incendie sont recommandées.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant communiquera sous 15 jours à l'inspection des installations classées, une copie du rapport de l'assureur.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Situation administrative au titre des ICPE

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 511-9 et son annexe, rubrique 1510
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, 1. Appréciation des dangers
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le classement du site au regard de la rubrique n° 1510 de la nomenclature des ICPE a été ré-évalué par l'exploitant à l'occasion de son porter-à-connaissance d'août 2022 concernant la nouvelle ligne de production au format « gourdes ». L'exploitant conclut à l'identification d'un seul groupe d'IPD d'un volume de <b>132 956 m<sup>3</sup></b>, soumettant les installations au <b>régime de l'enregistrement</b> au titre de cette <b>rubrique 1510</b>.</p> <p>L'inspection des installations classées a procédé à une vérification du classement au titre de la rubrique concernée. La méthode semble avoir été déroulée correctement par l'exploitant et son bureau d'étude, à l'exception du bâtiment « déchets » (volume de 2737 m<sup>3</sup> environ) qui constitue une IPD et qui n'a pas été pris en compte. Néanmoins, cet oubli reste marginal et n'impacte pas le classement final puisque le seuil de l'autorisation préfectoral est fixé à 900 000 m<sup>3</sup>. A noter qu'en l'absence de recoupement complet entre les zones de production et les zones de stockage par des murs REI120, l'ensemble des bâtiments du site constitue des IPD.</p>

Les installations sont donc réglementées par les annexes VI-1, VII et VIII de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510. L'exploitant a fait réaliser un bilan de conformité par son bureau d'étude « GES » sur la base de ce référentiel. Aucun écart n'a été identifié selon l'exploitant.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant communiquera sous 15 jours à l'inspection des installations classées, le bilan de conformité réalisé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Etat des matières stockées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 1.4.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des stocks
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. - Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation :  L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant :  1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.  Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.  Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.  Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;  2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.  L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de

stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiabiles combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.

#### **Constats :**

L'exploitant utilise 2 logiciels (VIF et CORIM) qui lui permettent d'extraire un état des stocks des matières combustibles stockées. L'extraction présentée par l'exploitant montre néanmoins :

- que les quantités ne sont pas forcément exprimées dans des grandeurs exploitables pour les services de secours en situation de crise (surface de film plastique par exemple). Les quantités de matières combustibles, exprimées en tonnes par exemple, doivent pouvoir être extraites rapidement et par zone de stockage ;

- les produits dangereux (en faible quantité), notamment visés par les rubriques 4XXX, ne sont pas facilement identifiables. Un champ supplémentaire dans l'état des stocks avec le n° de la rubrique de la nomenclature dans lequel le produit est potentiellement classable (par exemple 1510 pour les matières combustibles, 4331 pour les liquides inflammables tels que les arômes...), doit être ajouté.

Selon l'exploitant, une sauvegarde de l'état des stocks est réalisée toutes les 4 heures, notamment sur un serveur externe. Les fiches de données des produits dangereux sont accessibles. Ces points n'ont cependant pas été vérifiés par l'inspection des installations classées au regard du temps imparti pour la visite.

L'inspection des installations classées précise que l'essentiel des matières combustibles se situe dans le bâtiment « Stockage produits finis / emballages ». D'autres stockages intermédiaires de matières combustibles sont disséminés dans l'usine à proximité des chaînes de production mais en quantités limitées. Ces stockages s'apparentent plutôt à des "encours de production" même si ces stockages peuvent parfois dépasser 2 jours de production. Pour ces stockages intermédiaires, il pourrait être admis que l'exploitant tienne à la disposition de services de secours et de contrôle, uniquement la nature, les caractéristiques et les quantités maximales des produits. Si l'exploitant souhaite pouvoir bénéficier de cet allègement, il devra en faire la demande auprès de l'inspection des installations classées avec tous les éléments d'appréciation, afin que celle-ci propose au préfet par voie d'arrêté préfectoral, les aménagements réglementaires adéquats.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant devra compléter dans un délai de 3 mois, son état des stocks afin de pouvoir extraire les quantités présentes de manière exploitable pour les services de secours (en tonnes) et les produits dangereux par famille (rubrique de la nomenclature).

Le cas échéant, il formalisera une demande d'aménagements au point 1.4 de l'annexe II de l'arrêté

ministériel du 11 avril 2017, pour ses stockages présentant des similitudes avec des encours de production.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 4 : Matières dangereuses et chimiquement incompatibles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, 2.a / 2.c Prévention des départs de feu ou des effets sur les tiers
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même cellule, sauf si l'exploitant met en place des séparations physiques entre ces matières permettant d'atteindre les mêmes objectifs de sécurité.</p> <p>De plus, les matières dangereuses sont stockées dans des cellules particulières dont la zone de stockage fait l'objet d'aménagements spécifiques comportant des moyens adaptés de prévention et de protection aux risques. Ces cellules particulières sont situées en rez-de-chaussée sans être surmontées d'étages ou de niveaux et ne comportent pas de mezzanines.</p> <p>Ces dispositions ne sont pas applicables dans les zones de préparation des commandes ou dans les zones de réception.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le stockage des arômes, liquides inflammables de catégorie 3, est effectué au 1<sup>er</sup> étage du bâtiment principal, surmonté lui-même d'un étage supplémentaire, ce qui est contraire aux dispositions de l'arrêté ministériel du 11/04/2017.</p> <p>Les quantités sont cependant relativement limitées (3t maximum) et les cellules sont équipées d'un système d'extinction automatique. Par conséquent, sous réserve de l'avis du SDIS, il pourrait être admis un aménagement aux dispositions de l'arrêté ministériel suscit.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant formalisera auprès du préfet sous 3 mois, une demande d'aménagement au point 8 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017, avec l'ensemble des éléments d'appréciation, ou déplacera son stockage de liquides inflammables dans des conditions respectant les dispositions réglementaires.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 5 : Conditions de stockage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 9
--



<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, 2.a Prévention des départs de feu
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Une distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe, est maintenue entre les stockages et la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.</p> <p>Les matières stockées en vrac sont par ailleurs séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure ainsi que la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.</p> <p>Les matières stockées en masse forment des îlots limités de la façon suivante :</p> <p>1° Surface maximale des îlots au sol : 500 m<sup>2</sup> ;</p> <p>2° Hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ;</p> <p>3° Largeurs des allées entre îlots : 2 mètres minimum.</p> <p>[En l'absence de système d'extinction automatique, les matières stockées en rayonnage ou en palettier respectent les dispositions suivantes :</p> <p>1° Hauteur maximale de stockage : 10 mètres maximum ;</p> <p>2° Largeurs des allées entre ensembles de rayonnages ou de palettiers : 2 mètres minimum.] Ces dispositions sont non applicables aux installations existantes av 2003 et aux installations nouvellement soumises à 1510.</p> <p>La hauteur des matières dangereuses liquides est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur, quel que soit le mode de stockage.</p> <p>En présence d'un système d'extinction automatique compatible avec les produits entreposés,</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la hauteur de stockage en rayonnage ou en palettier, pour les liquides inflammables est limitée à :</li> <li>- 7,60 mètres pour les récipients de volume strictement supérieur à 30 L et inférieur à 230 L ;</li> <li>- 5 mètres par rapport au sol intérieur pour les récipients de volume strictement supérieur à 230 L.</li> <li>- la hauteur n'est pas limitée pour les autres matières dangereuses.</li> </ul> <p>Le stockage en mezzanine de tout produit relevant de l'une au moins des rubriques 2662 ou 2663, au-delà d'un volume correspondant au seuil de la déclaration de ces rubriques, est interdit. Cette disposition n'est pas applicable pour les installations soumises à déclaration, ou en présence d'un système d'extinction automatique adapté.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Aucune anomalie n'a été relevée au cours de la visite.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Interdictions de stockage de certains liquides inflammables**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, 2.a Prévention des départs de feu
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le stockage de liquides inflammables de catégorie 1 (mention de danger H224) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L.</p>

<p>Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2023.</p> <p>Ces interdictions ne sont pas applicables si le stockage est muni de moyens de protection contre l'incendie adaptés et dont le dimensionnement satisfait à des tests de qualification selon un protocole reconnu par le ministère chargé des installations classées.</p> <p>Ces interdictions ne s'appliquent pas au stockage d'un récipient mobile ou d'un groupe de récipients mobiles d'un volume total ne dépassant pas 2 m3 dans une armoire de stockage dédiée, sous réserve que cette armoire soit REI 120, qu'elle soit pourvue d'une rétention dont le volume est au moins égal à la capacité totale des récipients, et qu'elle soit équipée d'une détection de fuite.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Selon les éléments recueillis, l'exploitant ne stocke aucun liquide inflammable de catégorie 1.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 7 : Interdictions de stockage de certains liquides inflammables**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 9</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, 2.a Prévention des départs de feu</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le stockage de liquides inflammables non miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30L en stockage couvert.</p> <p>Ces interdictions ne s'appliquent pas au stockage d'un récipient mobile ou d'un groupe de récipients mobiles d'un volume total ne dépassant pas 2 m3 dans une armoire de stockage dédiée, sous réserve que cette armoire soit REI 120, qu'elle soit pourvue d'une rétention dont le volume est au moins égal à la capacité totale des récipients, et qu'elle soit équipée d'une détection de fuite.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Selon les éléments recueillis, l'exploitant ne stocke aucun liquide inflammable de catégorie 2.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 8 : Règles d'implantation**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 2 III</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Eloignement des stockages extérieurs</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les parois externes des cellules de l'entrepôt (ou les éléments de structure dans le cas d'un entrepôt ouvert) sont suffisamment éloignées des stockages extérieurs et des zones de stationnement susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie pouvant se propager à l'entrepôt.</p> <p>La distance entre les parois externes des cellules de l'entrepôt et les stockages extérieurs suscep-</p>

<p>tibles de favoriser la naissance d'un incendie n'est pas inférieure à 10m.</p> <p>Cette distance peut être réduite à 1 mètre :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- si ces parois, ou un mur interposé entre les parois et les stockages extérieurs, sont REI 120, et si leur hauteur excède de 2 mètres les stockages extérieurs,</li> <li>- ou, si les stockages extérieurs sont équipés d'un système d'extinction automatique d'incendie.</li> </ul> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux zones de préparation et réception de commandes ainsi qu'aux réservoirs fixes relevant de l'arrêté du 3 octobre 2010, disposant de protections incendies à déclenchement automatique dimensionnés conformément aux dispositions des articles 43.3.3 ou 43.3.4 de l'arrêté du 3 octobre 2010. Cette disposition n'est également pas applicable si l'exploitant justifie que les effets thermiques de 8kW/m<sup>2</sup> en cas d'incendie du stockage extérieur ne sont pas susceptibles d'impacter l'entrepôt.</p> <p>Pour les installations existantes et les installations nouvelles dont la preuve de dépôt de déclaration, ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est antérieur au 1er janvier 2021, cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2025. Pour ces installations, cette distance peut également être réduite à 1 mètre, si le stockage extérieur est équipé d'une détection automatique d'incendie déclenchant la mise en œuvre de moyens fixes de refroidissement installés sur les parois externes de l'entrepôt. Le déclenchement automatique n'est pas requis lorsque la quantité maximale, susceptible d'être présente dans le stockage extérieur considéré, est inférieure à 10m<sup>3</sup> de matières ou produits combustibles et à 1m<sup>3</sup> de matières, produits ou déchets inflammables.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Aucun stockage significatif de matières combustibles à proximité des bâtiments n'a été identifié lors de la visite du site.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 9 : Détection incendie

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 12</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, La détection incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site,</p> <p>Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu.</p> <p>Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage.</p> <p>Sauf pour les installations soumises à déclaration, l'exploitant inclut dans le dossier prévu au point 1.2. de la présente annexe les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection.</p>
<p><b>Constats :</b></p>

Compte tenu du temps imparti pour la visite, les plans du réseau de détection incendie n'ont pas pu être consultés. Les constats réalisés dans les installations laissent penser que l'intégralité des IPD n'est pas forcément couverte par une détection automatique d'incendie.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant adressera sous 3 mois à l'inspection des installations classées, un descriptif des zones couvertes par une détection automatique d'incendie.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 10 : Effets thermiques sur les tiers (A et Enr)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévenir les effets thermiques sur les tiers
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2023 pour les installations à enregistrement ou autorisation et avant le 1er janvier 2026 pour les installations à déclaration une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/ m2. Les distances sont au minimum soit celles calculées, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme, pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte-tenu de la configuration du stockage et des matières susceptibles d'être stockées (référéncée dans le document de l'INERIS " Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt ", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, et pour les installations soumises à déclaration, des organismes de contrôle.  Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes, le cas échéant, aux dossiers de déclaration, enregistrement ou autorisation.
<b>Constats :</b>  Aucune étude des flux thermiques n'a été retrouvée dans le porter-à-connaissance d'août 2022 concernant la nouvelle ligne gourdes. Par conséquent et sauf justification contraire, l'exploitant ne dispose pas d'étude Flumilog relative aux flux thermiques en cas d'incendie sur le site.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmettra sous 3 mois à l'inspection des installations classées, l'étude Flumilog requise.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective

**Proposition de délais : 3 mois**